

La Poste : créer des collectifs unitaires partout

mercredi 8 octobre 2008, par [BESANCENOT Olivier](#), [LCR \(France\)](#), [QUIGNARD Bruno](#) (Date de rédaction antérieure : 2 octobre 2008).

Après le succès de la grève du 23 septembre (40 % de grévistes) à La Poste, une dynamique de mobilisation de grande ampleur contre la privatisation se met en place.

Un quotidien titrait, il y a quelques jours, « La bataille de La Poste ». Désormais, les camps sont bien identifiés. Les opposants à la privatisation sont réunis dans le comité national de mobilisation. De l'autre côté, même si le gouvernement reste prudent dans sa communication, et si Sarkozy n'a pas évoqué La Poste dans son intervention de Toulon, il est clair que le pouvoir soutient, sans réserve, le projet de privatisation.

La constitution de la commission « Pour le développement de La Poste » en est l'illustration. Elle regroupe les députés Patrick Ollier (UMP), Jean Dionis du Séjour (Nouveau centre), le sénateur Pierre Hérisson (UMP), tous trois artisans acharnés de la loi de dérégulation postale de 2005. On y trouve aussi Élie Cohen, économiste ayant beaucoup œuvré à la privatisation de France Télécom et d'EDF. Il n'y a rien à attendre de cette commission : les syndicalistes et les deux parlementaires de gauche qui y siègent devront seulement l'utiliser comme tribune. Cette commission devant rendre ses conclusions avant le 30 novembre, il est indispensable de multiplier les initiatives d'ici là, comme le propose l'intersyndicale regroupant cinq fédérations de postiers.

Il y a urgence à créer, partout où les conditions le permettent, des collectifs locaux de mobilisation. Il faut interpeller les élus et aller au devant des usagers. Pour organiser cette mobilisation, le comité national vient de prendre une série de dispositions. Un groupe d'animation est mis en place pour alimenter les comités en matériel en argumentaires et relayer les initiatives prises localement. Un site Internet sera également disponible dans les prochains jours, afin de centraliser les informations sur la création de collectifs locaux et les mobilisations dans les départements, villes et villages.

La logistique mise en place, il reste maintenant aux organisations participant au comité national à se mettre en contact au niveau local, pour constituer des collectifs et lancer rapidement des initiatives. Celles-ci devant, avant le 30 novembre, déboucher sur une initiative de caractère national, qui pourrait se traduire par des manifestations régionales, un samedi après-midi, afin de permettre d'associer les postiers et les usagers. Le congrès des maires de France, du 26 au 28 novembre, sera également une échéance importante pour organiser une initiative visible. D'ores et déjà, des contacts ont été pris dans un certain nombre de villes. Il est important que ces exemples soient suivis par d'autres, fassent tache d'huile et qu'une dynamique de grande ampleur s'enclenche au plus vite.

Bruno Quignard

* *Paru dans Rouge n° 2268, 02/10/2008.*

Grève contre la privatisation de la Poste

Communiqué de la LCR

Le 23 septembre, l'ensemble des organisations syndicales de postiers - à l'exception de la CGC - appellent à une grève de 24 heures contre la privatisation de la Poste.

A l'évidence, JP.Bailly, président de la Poste, qui s'est engagé en faveur de la privatisation de l'entreprise publique qu'il dirige, agit en éclairneur pour le compte du gouvernement.

La commission que veut mettre en place N. Sarkozy n'est qu'une tentative de contre-feu pour faire pièce à l'accord unitaire rassemblant organisations syndicales, associations, partis politiques de gauche, d'accord pour s'opposer à la privatisation de la Poste, et exigeant un vaste débat public et un référendum.

La LCR soutient l'appel à la grève lancé par les organisations syndicales. La grève du 23 septembre doit être le point de départ d'une vaste campagne de mobilisation des usagers, de la population, en solidarité avec les postiers, contre la privatisation, donnant naissance à des comités de défense unitaires.

La LCR sera présente sur la manifestation des postiers en grève et tiendra un point fixe, à partir de 13h30 à la hauteur du métro Duroc.

Le 22 septembre 2008

Solidarité avec Jean-Claude Blais

Déclaration d'Olivier Besancenot

A Briançon, comme dans toute la France, la direction de la Poste a décidé d'organiser la casse du service public à travers un projet dénommé, cyniquement, facteurs d'avenir.

Le but de ce plan est de privilégier les plus grands clients, au détriment des territoires, des usagers et des conditions de travail des agents. Pour défendre le service public, les facteurs se sont massivement mobilisés par des grèves, dans le briançonnais et ailleurs.

Pour ce recul sans précédent, la direction de la Poste a choisi l'épreuve de force, en ne négociant pas et en sanctionnant, pour l'exemple, un des salariés les plus mobilisés : Jean-Claude Blais.

La direction a monté un dossier à charge, avec des méthodes légalement discutables (recours à des caméras de vidéosurveillance). Elle fait l'impasse sur la carrière exemplaire de Jean-Claude Blais, sur les 1200 signatures de solidarité des villageois rencontrés au quotidien lors de sa tournée et sur le vœu de soutien du conseil municipal de Villard-Saint-Pancrace.

J'appelle, ainsi que la LCR, à poursuivre la mobilisation contre la sanction inique qui touche un

salarié apprécié et attaché à son métier. La défense du service public et le respect des usagers ne doivent pas être criminalisés.

Alors que la direction de la Poste bâillonne ses salariés, dégrade la relation avec les usagers, la grève du 23 septembre, contre la privatisation, doit être un succès.

Le 16 septembre 2008